La commission d'enquête sur le Burundi dénonce le rôle des Imbonerakure

RFI,Â 28-06-2018 La commission d'enquÃªte indÃ©pendante sur le Burundi prÃ©sidÃ©e par le SÃ©nÃ©galais Doudou DiÃ¨ne cache pas son inquiÃ©tude devant la persistance de graves violations des droits de l'homme dans ce pays en crise depuis trois ans. Elle l'a dit mercredi 27 juin en prÃ©sentant son rapport d'Ã©tape devant le Conseil des droits de l'homme, trois mois avant la fin de son mandat.

Elle a Ã©galement pointÃ© du doigt le rÃ´le de premier plan que joue dÃ©sormais la Ligue des jeunes du parti au pouvoir. De quoi mettre en colÃ¨re Bujumbura qui la qualifie de Â«Â caisse de rÃ©sonance de toutes les forces nÃ©gativesÂ Â». Cette commission de l'ONU n'a toujours pas eu le droit d'enquÃªter sur le territoire burundais. Mais son prÃ©sident Doudou DiÃ¨ne assure qu'ils ont pu malgrÃ© tout interroger en tÃªte Ã tÃªte ou par tÃ©lÃ©phone plus de 380 victimes ou tÃ©moins burundais en exil ou Ã l'intÃ©rieur du pays, au cours des trois derniers mois. Tous ces tÃ©moignages ont permis Ã la commission d'enquÃªte de mettre en lumiÃ¨re la place centrale qu'occupent dÃ©sormais lesÂ Imbonerakure, la Ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice, dans la Â«Â machine rÃ©pressiveÂ Â» mise en place depuis 2015. Â«Â Les Imbonerakure quadrillent le pays, renseignent les services Ã©tatiques sur la prÃ©sence d'opposants rÃ©els ou supposÃ©s dans chaque localitÃ© et sur claque colline, harcÃ¨lent, contrÃ´lent et intimident la populationÂ Â», assÃ¨ne Lucy Asuagbo, l'une de ses enquÃªtrices. Des Imbonerakure accusÃ©s Ã©galement de mener des actions de polices en dehors du cadre lÃ©gal, des campagnes de recrutements forcÃ©s ou encore des collectes forcÃ©es aux Ã©lections de 2020. La rÃ©action de l'ambassadeur du Burundi Ã GenÃ¨ve ne s'est pas fait attendre. RÃ©novat Tabu a lancÃ© comme son habitude une charge virulente contre le prÃ©sident de la commission d'enquÃªteÂ : Â«Â Le langage et le contenu subjectif de ce rapport s'Ã©carte cruellement de la qualitÃ© d'un travail scientifique et objectif qui devrait Ãªtre le rÃ©sultat d'un juriste aguerri que prÃ©tend Ãªtre le prÃ©sident de cette commission. Bref, un tel expert au langage de berger n'a pas le mÃ©rite d'accomplir un travail qui honore le conseil des droits de l'homme.Â Â» Un homme Â«Â au langage de bergerÂ Â» est l'une des pires insultes en kirundi, la langue nationale du pays.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});